

Laboratoire de Recherche en Sciences de l'Éducation

LAKISA

Revue des Sciences de l'Éducation

e-ISSN: 2790-1270

p-ISSN: 2790-1262



N°10, Décembre 2025



**École Normale Supérieure
Université Marien Ngouabi**



LAKISA

Revue des Sciences de l'Éducation
Laboratoire de Recherche en Sciences de l'Éducation (LARSCED)
École Normale Supérieure (ENS)
Université Marien Ngouabi (UMNG)
e-ISSN : 2790-1270
p-ISSN : 2790-1262
DOI : <https://doi.org/10.55595/LAKISA>

Contact

<https://www.lakisa.larsced.cg>

E-mail :	revue.lakisa@larsced.cg	Tél :	(+242) 06 639 78 24
	revue.lakisa@umng.cg		

BP : 237, Brazzaville-Congo

Directeur de publication

MALONGA MOUNGABIO Fernand Alfred, Maître de Conférences (Didactique des disciplines), Université Marien NGOUABI (Congo)

Rédacteur en chef

BAYETTE Jean Bruno, Maître de Conférences (Sociologie de l'Education), Université Marien NGOUABI (Congo)

Comité de rédaction

ALLEMBE Rodrigue Lezin, Maître de Conférences (Didactique de l'Anglais), Université Marien Ngouabi (Congo)

EKONDI Fulbert, Maître de Conférences (Sciences de l'Éducation), Université Marien Ngouabi (Congo)

KIMBOUALA NKAYA, Maître de Conférences (Didactique de l'Anglais), Université Marien Ngouabi (Congo)

KOUYIMOUSOU Virginie, Maître de Conférences (Sciences de l'Éducation), Université Marien Ngouabi (Congo)

LOUYINDOULA BANGANA YIYA Chris Poppel, Maître de Conférences (Didactique des disciplines), Université Marien Ngouabi (Congo)

MOUSSAVOU Guy, Maître de Conférences (Sciences de l'Éducation), Université Marien Ngouabi (Congo)

OKOUA Béatrice Perpétue, Maître de Conférences (Sciences de l'Éducation), Université Marien Ngouabi (Congo)

Comité scientifique et de lecture

ALEM Jaouad, Professeur-agrégé (Mesure et évaluation en éducation), Université Laurentienne (Canada)

ATTIKLEME Kossivi, Professeur Titulaire (Didactique de l'Éducation Physique et Sportive), Université d'Abomey-Calavi (Bénin)

BEOGO Joseph, Maître de Conférences (Politiques Éducatives), École Normale Supérieure de Koudougou (Burkina Faso)

DUPEYRON Jean-François, Maître de conférences HDR émérite (philosophie de l'éducation), université de Bordeaux Montaigne (France)

EWAMELA Aristide, Professeur Titulaire (Didactique des Activités Physiques et Sportives), Université Marien NGOUABI (Congo)

HANADI Chatila, Professeur d'Université (Sciences de l'Education- Didactique de Sciences), Université Libanaise (Liban)

HETIER Renaud, Professeur (Sciences de l'éducation), UCO Angers (France)

KPAZAI Georges, Professeur Titulaire (Didactiques de la construction des connaissances et du Développement des compétences), Université Laurentienne, Sudbury (Canada)

LAMARRE Jean-Marc, Maître de conférences honoraire (philosophie de l'éducation), Université de Nantes, Centre de Recherche en Education de Nantes (France)

LOMPO DOUGOUDIA Joseph, Maître de Conférence (Sciences de l'Education), Ecole Normale Supérieure de Koudougou (Burkina Faso)

LOUMOUAMOU Aubin Nestor, Professeur Titulaire (Didactique des disciplines, Chimie organique), Université Marien Ngouabi (Congo)

LOUSSAKOUMOUNOU Alain Fernand Raoul, Maître de Conférences (Grammaire et Linguistique du Français), Université Marien Ngouabi (Congo)

MANDOUMOU Paulin, Maître de conférences (Didactique des APS), Université Marien NGOUABI (Congo)

MASSOUMOU Omer, Professeur Titulaire (Littérature française et Langue française), Université Marien Ngouabi (Congo)

MBOE Gustave Georges, Maître de Conférences (Psychologie des Organisations), Université de Dschang (Cameroun)

MOPONDI BENDEKO MBUMBU Alexandre David, Professeur Ordinaire (Didactique des mathématiques), Université Pédagogique Nationale (République Démocratique du Congo)

NAWAL ABOU Raad, Professeur d'Université (Sciences de l'Education- Didactique des Mathématiques), Faculté de Pédagogie- Université Libanaise (Liban)

NDONGO IBARA Yvon Pierre, Professeur Titulaire (Linguistique et langue anglais), Université Marien Ngouabi (Congo)

NGAMOUNSIKA Edouard, Professeur Titulaire (Grammaire et Linguistique du Français), Université Marien Ngouabi (Congo)

ODJOLA Régina Véronique, Maître de Conférences (Linguistique du Français), Université Marien Ngouabi (Congo)

PAMBOU Jean-Aimé, Maître de Conférences (Sociolinguistique-Didactique du français langue étrangère et seconde- Grammaire nouvelle), Ecole Normale Supérieure du Gabon (Gabon)

PARÉ/KABORÉ Afsata, Professeur Titulaire (Sciences de l'éducation), Université Norbert Zongo à Koudougou (Burkina Faso)

RAFFIN Fabrice, Maître de Conférences (Sociologie/Anthropologie), Université de Picardie Jules Verne (France)

VALLEAN Tindaogo, Professeur Titulaire (Sciences de l'éducation), Ecole Normale Supérieure de Koudougou (Burkina Faso)

Bases et preuves d'indexations

Impact facteur (SJIF) : 6,921

https://www.isindexing.com/isi/journaldetails.php?id=23630 	https://sjifactor.com/passport.php?id=23609 
https://reseau-mirabel.info/revue/20227/LAKISA-Revue-des-Sciences-de-l-Education 	https://www.base-search.net/about/en/about_sources_date.php?search_source=Lakisa 
https://search.crossref.org/?from_ui=&q=lakisa&sort=score 	https://portal.issn.org/?q=api/search&search[]=MUST=allissnbis=%222790-1270%22&role[]=11&search_id=49258990# 
https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/746880 	http://www.openarchives.org/Register/BrowseSites?viewRecord=https://www.lakisa.larsce.d.cg/index.php/lakisa/oai 

SOMMAIRE

Facteurs de décrochage et stratégies de résilience chez des auditeurs en formation continue à l'INFAS

N'faissoh Franck Stéphane N'GORAN, Dékonty Maryline Huguette KOULATE Épouse COSTAS-KABAS, Kouassi N'GORAN, N'guessan ANON.....1

Acquisition des concepts algorithmiques fondamentaux au secondaire : une analyse didactique et cognitive chez les élèves de la classe de 4ème au Cameroun

Janvier NGNOULAYE.....15

Adéquation formation-emploi au Burkina Faso : quelle pourrait être la contribution de l'approche par les compétences dans les formations professionnalisantes à l'université ?

Lucien ZAONGO 31

Le terrorisme dans le Sourou (Burkina Faso) : entre espoir et résilience des acteurs de l'éducation (2018-2024)

Yaya BAZIE, Jean Célestin KY.....39

Construction d'une matrice structurée d'aide à la définition en physique au collège

Kouakou Innocent KOFFI.....53

Effets néfastes d'usages du smartphone chez les apprenants de l'Institut Supérieur Pédagogique de Kinshasa/Gombe

Basile MULWANI MAKELELE, Noël BULA NDUNGU, Son PINDI MBUMBA, Becker SUNGA SUNGA, Florentin AZIA DIMBU.....67

Impact de l'utilisation de la méthode active sur les performances des élèves en mécanique en classe de seconde C dans certains lycées du Niger

Tidjani ABDOU HALIDOU, Mohamed Moussa SAGAYAR, Saïdou MADOUYOU.....79

Effets de l'usage du modèle didactico-pédagogique pour l'enseignement de la géométrie dans les lycées de Niamey (MoDiPEG) sur son acceptation par les enseignants

Ibrahima CAMARA, Mouhamadou HASSIROU, Ibro CHEKARAOU.....89

Analyse des représentations des élèves de troisième sur la notion de la pression atmosphérique dans les établissements de Niamey au Niger

Elh Chitou DAYABOU, Saïdou MADOUYOU, Ibro CHEKARAOU.....105

Enseignement-apprentissage des sciences de la vie et de la terre dans les lycées de Maradi et Niamey (Niger) : une analyse de la disponibilité et de l'utilisation du matériel didactique

Madalabi ADO ADAMOU, Moussa MOHAMED SAGAYAR, Bassirou ALHOU.....121

Pratiques de l'enseignement ordinaire des SVT dans les classes de terminale D au Niger : analyse des qualifications des enseignants, de leur préparation pédagogique et de leur engagement envers les élèves

Boubacar ANZA AMADOU, Moussa MOHAMED SAGAYAR, Bassirou ALHOU.....137

Usages des groupes WhatsApp dans la formation continue informelle des enseignants de SVT au Niger : interactions, perceptions et enjeux professionnels

Badio ISSAKA.....147

Le rôle des leaders éducatifs dans la construction de la culture distinctive des écoles et universités catholiques en République Démocratique du Congo

Blaise MOSENGO.....161

Les situations d'enseignement proposées par les Programmes des Domaines d'Apprentissage des Sciences en République Démocratique du Congo : cas de la numération en 7ème EB

Julien KIMENGELE WALUMONA.....173

Stratégies et techniques des fraudeurs lors des examens scolaires à grand tirage du Brevet d'Étude du Premier Cycle et du Baccalauréat session 2024, à Abidjan (commune d'Abobo)

N'guessan williams KOFFI, Souleymane KONATE.....187

Intelligence Artificielle et apprentissage au département d'anthropologie et de sociologie de l'université Alassane Ouattara

Moussa KONE 201

Primary education in Senegal in the age of multilingualism: issues, challenges and prospects

Jean Christophe FAYE 213

La régulation émotionnelle en contexte de résolution de problèmes mathématiques variée-t-elle selon le genre ? cas des élèves de terminale au Gabon

Stelly MBO'O NDZIME 225

Une réinsertion socio-familiale des Mineur(e)s sociaux exclu(e)s des centres de Caritas-Cotonou pour une autonomisation de la jeune fille

Sanctus Morand AVLESSI, Olushègun Rodrigue FATOMBI, Kanlé Jacqueline Clarisse NAPPORN.....237

Exigences éthiques de la responsabilité éducative : un appel à la conscience de l'éducateur pour sauver la personne en formation

Barnabé DENON.....247

Les difficultés de mise en œuvre de l'enseignement-apprentissage de la géographie physique en classe de Seconde au Niger

Assagaye AGAISSA, Ahamed DJIBO TCHIEMOGO.....255

Analyse de l'articulation entre formation académique et formation pratique des enseignants en formation à l'École Normale Supérieure (République du Congo)

Davins OKAYI NGOLABO, Nadège OKIEMY ANDISSA.....273

Les écoles béninoises face aux menaces terroristes dans le nord, cas de la commune de Kandi : défis, impact et perspectives

Florentine HOUEDENOU.....283

À propos de l'andragogie au Bénin : domaine encore à l'État de balbutiements

Fatahou DJIMA 295

Les déterminants pédagogiques de la complétion du e-learning à l'aune de l'engagement des apprenants

Raymond-Bernard AHOUANDJINO, Hana FOUGHALI, Manzama-Esso THON ACOHIN, Pamela APLOGAN, Mario P. H. LOKO.....305

Représentation sociale de l'école par les parents, genre des élèves et achèvement scolaire au Niger

Zakari MAHAMADOU 321

Retour d'expérience analysée sur la formation des enseignants de l'Université virtuelle de Côte d'Ivoire à l'ère de l'IA

Yadoho Noël COULIBALY 333

Les échanges verbaux des élèves des lycées de Brazzaville Zone 3 en situation de communication : une approche pluridimensionnelle de la langue

Marc MBOUNGOU, Alain Fernand Raoul LOUSSAKOUMOUNOU.....341

Analyse des dispositifs didactiques de construction des savoirs en arts plastiques Analysis of teaching methods for building knowledge in the visual arts

Camille HONVO 355

Enjeux et méthodes de l'enseignement de l'histoire en Seconde C en République du Congo : cas des lycées Émery Patrice Lumumba et Nganga Édouard

Foye Ornella MPASSI MADAMI, Dominique OBA.....365

Raisons du choix de la grossesse chez les étudiantes en année de licence dans les universités d'État au Cameroun : cas de l'Université de Dschang

Gustave Georges MBOE, Emilienne Anastasie EYAMBO ELAD, Chiayé Marie-Pauline SEKA.....375

La place des inspecteurs des collèges : entre supervision et amélioration de la qualité éducative à Brazzaville

Guy Joseph MOUSSAVOU.....391

Adéquation formation-emploi au Burkina Faso : quelle pourrait être la contribution de l'approche par les compétences dans les formations professionnalisantes à l'université ?

Lucien ZAONGO, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

E-mail : zaongolucien@yahoo.fr

Résumé

Au Burkina Faso, un paradoxe existe entre l'augmentation des taux de scolarisation et le chômage élevé parmi les jeunes diplômés. En effet, ce chômage a atteint 13,4% en 2023 pour les titulaires de diplômes supérieurs. L'inadéquation entre les compétences acquises lors des formations et celles attendues par les employeurs contribue à ce phénomène. En analysant l'état de l'éducation et ses implications dans le système éducatif burkinabè, cet article explore les causes de cette inadéquation. Par ailleurs, il explique les principes de l'Approche par les Compétences (APC) et ses possibles bienfaits. Dans la foulée, il propose son introduction dans les formations professionnalisantes à l'Université comme solution pour améliorer l'employabilité des jeunes diplômés. L'article souligne également les défis à relever et les conditions nécessaires à la mise en œuvre de la réforme.

Mots-clés : inadéquation formation/emploi, APC, employabilité, formation professionnalisante, université.

Skills matching in Burkina Faso: what could be the contribution of the skills-based approach in professional university training?

Abstract

In Burkina Faso, a paradox exists between rising enrollment rates and high unemployment among young graduates. Indeed, this unemployment reached 13.4% in 2023 for holders of higher education degrees. The mismatch between the skills acquired during training and those expected by employers contributes to this phenomenon. By analyzing the state of education and its implications within the Burkinabè education system, this article explores the causes of this mismatch. Furthermore, it explains the principles of the Competency-Based Approach (CBA) and its potential benefits. In this context, it proposes its introduction into professional training at the University as a solution to improve the employability of young graduates. The article also highlights the challenges to be addressed and the necessary conditions for implementing the reform.

Keywords : training/employment mismatch, CBA, employability, professional training, university.

Introduction

Au Burkina Faso, comme dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, le paradoxe entre l'augmentation du taux de scolarisation et le chômage élevé des jeunes diplômés soulève de vives inquiétudes. Chaque année, des milliers de jeunes terminent leur parcours de l'enseignement secondaire ou universitaire avec un diplôme en main. Seulement, ils peinent à s'insérer durablement dans le monde du travail. Selon le rapport d'analyse situationnelle annuelle sur le marché du travail, la situation de l'emploi se caractérise au Burkina Faso par un taux de chômage au niveau national de 7,1% en 2023 (ONEF, 2024, p.43). Ce même rapport

note que chez les personnes ayant un niveau d'instruction du supérieur, le taux de chômage atteint 13,4% (ONEF, 2024, p.44). Ce constat avait déjà été fait par le Bureau international du travail (BIT) qui notait que le taux de chômage s'accroît avec le niveau d'étude. Ce taux s'établissait de 1,8% pour les sans niveau à 23,4% en moyenne pour les niveaux d'études supérieurs (INSD, 2015, p.8).

Il s'agit donc d'une contreperformance du système académique, et cette difficulté s'expliquerait en grande partie par l'inadéquation entre les profils formés et les compétences réellement attendues par les employeurs (M. Konkobo-Kaboré, 2013).

Dès lors, les questions suivantes se posent : pourquoi les formations dispensées dans les institutions d'enseignement supérieur du Burkina Faso ne répondent-elles pas aux attentes du marché de l'emploi ? Et surtout, quels leviers peuvent être mobilisés pour combler ce décalage entre la formation et les exigences du marché du travail ?

Au moment où la politique d'enseignement supérieur au Burkina Faso s'oriente vers l'augmentation des offres de formations professionnalisantes, l'étude part du postulat que les approches pédagogiques mises en œuvre jusqu'à maintenant lors des formations initiales pourraient être la cause de l'inadéquation des profils des formés à la demande de travail.

Aussi, dans la présente recherche, l'on émet l'hypothèse que l'approche par les compétences (APC), censée doter les apprenants de compétences opérationnelles immédiatement transférables en situation de travail en mettant l'accent lors des formations initiales sur les acquis pratiques et opérationnels, constitue sous certaines conditions, une réponse pertinente à la problématique de l'insertion rapide des jeunes diplômés.

Pour ce faire, dans un premier temps, l'on fait l'état des lieux de l'adéquation formation/emploi au Burkina Faso, avant de présenter les fondements et principes de l'APC. Dans le second temps, on examine les conditions indispensables pour un apport efficient de l'APC dans l'amélioration de l'employabilité des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur au Burkina Faso, et partant à l'amélioration de leur insertion professionnelle.

1. Adéquation formation-emploi au Burkina Faso : constats et enjeux

L'expression « adéquation formation-emploi » désigne le degré de correspondance entre les compétences acquises par les apprenants durant leur parcours éducatif et les exigences concrètes du monde professionnel. Autrement dit, il s'agit de vérifier si les profils formés sont réellement préparés à occuper les emplois disponibles sur le marché. Au Burkina Faso, ce lien est souvent rompu, car les formations dispensées, en particulier dans l'enseignement général, ne sont pas toujours en phase avec les compétences pratiques que recherchent les employeurs (Dges-Mesri, février 2023). Cela crée un déséquilibre entre l'offre de travail issue du système éducatif et la demande exprimée par les entreprises.

Les formations techniques initiales organisées dans les lycées et collèges d'enseignement techniques et professionnels ne sont pas en reste. En effet, il arrive souvent que dès l'obtention du diplôme, un besoin d'ajustement des compétences du formé aux besoins des entreprises se présente (L. Zaongo, 2019). Au niveau de l'enseignement supérieur, la situation n'est pas plus reluisante, car de plus en plus, des diplômés de l'enseignement supérieur se retrouvent en situation de chômage ou de sous-emploi, lié à la difficulté de trouver un emploi correspondant à leur formation universitaire.

Pour mieux comprendre les causes de ce décalage, il est nécessaire d'interroger les approches de formation actuelles afin de déterminer dans quelle mesure elles préparent efficacement les jeunes à l'emploi.

1.1. Limites du système éducatif de l'enseignement supérieur actuel

Le système éducatif de l'enseignement supérieur au Burkina Faso, comme dans de nombreux pays africains, repose encore largement sur une formation générale fondamentale, basée une pédagogie visant l'amélioration des capacités cognitives, et souvent centrée sur la

transmission de connaissances théoriques, mais pas toujours mobilisables en situation de travail.

Cette approche, qui privilégie les matières académiques et les examens théoriques par module d'enseignement, n'intègre que rarement des applications pratiques ou des stages en entreprise permettant aux étudiants de développer des compétences directement utilisables en situation de travail. Si cela ne pose pas a priori de problèmes pour les formations fondamentales, il n'en est pas de même quand il s'agit des formations professionnalisantes où les finalités sont orientées vers l'intégration rapide des formés dans le milieu professionnel, soit en tant qu'employé, soit en qualité d'entrepreneur, c'est-à-dire en auto-emploi.

Ainsi, l'une des principales limites des formations professionnalisantes dispensées dans les institutions universitaires réside dans le fait qu'elles restent trop souvent théoriques et peu adaptées aux besoins spécifiques du marché du travail. En effet, les programmes d'enseignement ne tiennent pas suffisamment compte des compétences recherchées par les entreprises, ni des nouvelles dynamiques économiques qui nécessitent des profils plus spécialisés et flexibles face aux évolutions des technologies et des connaissances. Deux raisons peuvent expliquer cela. Il s'agit, d'une part, de l'insuffisance de la mise à jour des curricula pour répondre aux évolutions rapides des secteurs clés, comme la technologie, l'industrie, ou les services. D'autre part, on pointe le curseur sur le manque de collaboration entre le monde du travail et les institutions éducatives qui constitue également un frein majeur, car les programmes sont souvent élaborés sans consulter suffisamment les employeurs ou les professionnels de terrain, ce qui rend difficile l'adaptation des formations aux besoins réels du marché.

Cette inertie dans l'adaptation des formations crée une grande distance entre ce que les étudiants apprennent à l'université et les compétences pratiques qu'ils devront mobiliser une fois en situation d'emploi.

1.2. Impact sur l'insertion professionnelle des jeunes

Les insuffisances du système éducatif ont des conséquences directes et négatives sur l'insertion professionnelle des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur au Burkina Faso. L'une des conséquences les plus évidentes est le chômage des jeunes diplômés. Bien que de nombreux étudiants obtiennent leur diplôme, un grand nombre peine à trouver un emploi qui correspond à leur niveau de formation, principalement parce qu'ils n'ont pas acquis les compétences pratiques recherchées par les employeurs. Ce phénomène mène souvent à des situations de sous-emploi, où les jeunes acceptent des postes moins qualifiés que ceux qu'ils auraient pu occuper en raison de leur niveau de formation. Cette situation de sous-emploi est particulièrement répandue dans les secteurs où la demande de compétences pratiques et techniques est plus forte, mais où les formations théoriques dominent encore. Ainsi, le taux de sous-emploi des jeunes diplômés est évalué à 24,9% déjà en 2015 (Insd, 2015)

L'inadéquation des profils formés par rapport aux attentes du marché crée une insatisfaction chez les employeurs. Ces derniers expriment souvent des frustrations face au manque de compétences opérationnelles des jeunes diplômés, et cette insatisfaction contribue à entretenir un cercle vicieux où les entreprises peinent à trouver des candidats en réponse à certaines offres d'emplois et où les jeunes diplômés se trouvent sans emploi par manque d'employabilité. Ce phénomène accentue la détérioration de la confiance entre le secteur éducatif et le secteur économique, créant ainsi un déséquilibre structurel entre la formation et l'emploi.

Finalement, ce déséquilibre a des répercussions sur la stabilité économique du pays, car une partie importante de la population active est laissée de côté, alors même qu'elle pourrait contribuer à la croissance économique si les compétences étaient mieux alignées avec les besoins des entreprises.

2. L'approche par compétences (APC)

2.1. Définition et fondements théoriques

L'APC vise à donner plus de sens aux contenus des apprentissages des apprenants. En effet, la compétence implique, de la part de l'apprenant, des savoirs et savoir-faire mobilisés dans l'action, lui permettant d'intégrer des savoirs appropriés dans des situations nouvelles qui nécessitent l'activité de la cognition et un pouvoir de transfert tant dans son parcours scolaire que dans sa vie quotidienne (M. Altet, 2018, p. 45). Selon X. Roegiers (2010, p. 242), la compétence est la capacité, chez un individu, « de mobiliser de manière intériorisée un ensemble intégré de ressources en vue de résoudre une famille de situations-problèmes ». C'est le pouvoir d'agir avec efficacité « dans un type défini de situations » (P. Perrenoud, 1997, p.7) ; quant à M. F. Legendre (2007, p.84), la compétence est « un savoir-agir, fondé sur la mobilisation et l'utilisation efficace d'un ensemble de ressources ».

Par conséquent, l'APC est un courant pédagogique dont le souci est d'accroître l'efficacité de l'enseignement-apprentissage à travers une organisation de celui-ci dans le but de permettre à l'apprenant d'acquérir des connaissances et des compétences essentielles durables pour se prendre en charge dans des situations complexes, instables.

Ainsi, l'Approche par les Compétences (APC) est une méthode pédagogique qui se distingue des approches traditionnelles par son orientation vers les compétences concrètes et pratiques. Au lieu de se concentrer uniquement sur la transmission de connaissances théoriques, l'APC met l'accent sur l'acquisition et l'évaluation de compétences spécifiques, c'est-à-dire de savoir-faire directement applicables dans un contexte professionnel. En d'autres termes, l'APC prépare les individus à exercer une activité en mobilisant des compétences requises pour cette activité dans un environnement donné. Les fondements théoriques de l'APC reposent sur des principes d'éducation active et participative. Elle s'inspire de modèles pédagogiques qui privilégient l'apprentissage par l'action et la résolution de problèmes réels. Cette approche part du principe que la compétence ne se limite pas à la connaissance mais, elle inclut également des capacités d'adaptation, de gestion de situations complexes, et de prise de décision dans un cadre professionnel. L'APC encourage donc les apprenants à démontrer, à travers des mises en situation et des projets pratiques, leur aptitude à utiliser les connaissances acquises pour accomplir des tâches réelles.

Ce modèle a été influencé par des courants pédagogiques comme le constructivisme et le pragmatisme, où l'apprentissage est perçu comme un processus dynamique et interactif, centré sur l'individu. Ainsi, l'APC est fondée sur l'idée de l'évaluation par les résultats. Contrairement à d'autres méthodes qui privilégient l'évaluation théorique (examen, tests écrits), l'APC évalue la capacité des apprenants à appliquer ce qu'ils ont appris dans des situations concrètes et professionnelles.

En intégrant les besoins du marché du travail dans le processus d'enseignement, l'APC s'assure que les diplômés possèdent des compétences directement transférables à leur environnement professionnel. Il s'agit donc d'une approche de formation qui prépare à l'autonomie, au professionnalisme, et, ce qui est plus important au transfert rapproché et éloigné de manière efficace des compétences acquises en cours de formation dans les différentes situations professionnelles.

2.2. L'Approche par Compétences (APC) dans les réformes éducatives au Burkina Faso

Au Burkina Faso, l'Approche par Compétences (APC) constitue le socle des réformes éducatives actuelles visant à aligner la formation professionnelle sur les besoins réels du marché du travail. Cette orientation stratégique s'inscrit dans le cadre de la Politique Nationale d'Enseignement et de Formation Techniques et Professionnels (PN-EFTP). Celle-ci promeut une ingénierie de formation basée sur des référentiels métiers-compétences (RMC) élaborés en concertation avec les acteurs socio-économiques. Aussi, l'Approche par Compétences (APC)

s'inscrit dans une dynamique de refondation du système éducatif, dans le but de répondre plus efficacement aux défis liés à l'insertion professionnelle des jeunes dont plus de 50% des jeunes actifs exercent dans l'informel sans lien direct avec leur formation initiale (INSD, 2024).

Dans ce contexte, l'APC constitue un axe stratégique majeur pour améliorer l'adéquation entre les programmes de formation et les besoins réels du marché du travail. Elle permet ainsi de répondre aux attentes des employeurs en dotant les apprenants des compétences attendues par les employeurs (P. Somé, 2018).

Les différents ministères en charge de l'éducation et celui en charge de la jeunesse et de l'emploi ont entrepris ces dernières années la révision des curricula de nombreux centres de formation professionnelle selon les principes de l'APC. Plus de 70 filières de formation ont été réadaptées à travers l'élaboration de référentiels métiers-compétences (RMC), avec le soutien de partenaires comme l'AFD, LuxDev et le PNUD. À ce niveau, B. Bassono (2023) a montré, à travers une étude sur la formation en coupe-couture à Ouagadougou, que les apprenants formés selon l'APC présentaient un taux d'insertion professionnelle supérieur de 35 % à ceux issus du système classique. Cette amélioration s'explique par la participation des entreprises dans la définition des référentiels, ainsi que l'introduction de stages obligatoires et de projets réels dans le parcours de formation. L'APC, en tant que pilier des réformes éducatives actuelles au Burkina Faso, représente une solution pertinente à l'inadéquation entre la formation et l'emploi. Elle contribue à orienter l'éducation vers les réalités du tissu économique local et régional, tout en favorisant une meilleure insertion des jeunes dans le marché du travail, notamment à travers une formation plus contextualisée, participative et professionnalisante.

À l'échelle régionale, cette réforme s'inscrit également dans la vision de l'Union Africaine, qui à travers son Plan d'Action Continental pour l'Éducation Technique et la Formation Professionnelle (ETFP 2016-2025), encourage les États membres à adopter l'APC pour renforcer l'employabilité des jeunes et soutenir le développement des secteurs porteurs tels que l'agriculture, l'industrie artisanale, le numérique, et les énergies renouvelables (Commission de l'Union Africaine, 2016)

Une étude de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) souligne que les diplômés des filières rénovées selon l'APC présentent des taux d'insertion professionnelle significativement supérieurs à ceux des parcours traditionnels, notamment dans les secteurs du BTP, de la mécanique et de la couture (OIT, 2022).

Plusieurs institutions burkinabè ont adopté l'Approche Par Compétences (APC) dans leurs programmes de formation, avec des retombées significatives. C'est notamment le cas du Centre d'Ingénierie de la Formation Professionnelle (CIFP) qui regroupe plusieurs structures telles que le Centre de Formation Professionnelle en Ingénierie (CFPI) rattaché au groupe interétatique EIER/ETSHER (École d'ingénieurs et de l'équipement rural (EIER)/École des techniciens de l'hydraulique et de l'équipement rural (ETSHER), l'Institut Africain d'Ingénierie et de Formation (AIF) et le Centre d'Ingénierie et de Formation en Energie et Développement durable (CIFED). On peut noter aussi le cas de certains lycées professionnels techniques qui ont intégré l'APC dans des filières telles que la mécanique, l'électricité ou encore la menuiserie. L'une des conséquences de cette intégration est l'amélioration de la qualité de la formation et l'augmentation du taux d'insertion professionnelle des diplômés. D'autres programmes misent sur la formation en alternance, en associant cours théoriques et expériences pratiques en entreprise. Ces initiatives renforcent la cohérence entre les compétences acquises en formation et les besoins du monde du travail. Globalement, ces expériences illustrent une amélioration notable de l'employabilité des jeunes diplômés ainsi qu'une meilleure satisfaction des attentes du marché de l'emploi.

Depuis 2016, le gouvernement burkinabè a entrepris une série de réformes pour opérationnaliser l'APC au niveau des formations professionnelles du ministère chargé de l'emploi. Les filières de formation professionnelle ont été déterminées en fonction des besoins

immédiats en compétences de chaque région, à travers les Centres de Formation Professionnelle de l'Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE). Ces filières incluent la menuiserie métallique, la menuiserie bois, l'informatique, la coupe couture, la maintenance informatique, l'électricité, l'électronique, le tissage, la mécanique auto, la mécanique cyclo, la maçonnerie, la dactylographie, la savonnerie, le maraîchage, la maroquinerie, la plomberie, la forge et la coiffure.

Cependant, au Burkina Faso, au niveau de l'enseignement secondaire général, technique et professionnel, ce n'est qu'à partir de la rentrée scolaire 2024-2025 que l'APC a été officiellement généralisée à tous les niveaux. Cependant, malgré ses bienfaits relevés ci-dessus, cette approche essuie de vives critiques de la part des acteurs du système éducatif qu'il convient de prendre en compte avant d'implémenter l'approche à un autre niveau d'enseignement.

2.3. Limites actuelles de la mise en œuvre de l'APC

Les différents acteurs de l'enseignement secondaire, notamment les enseignants estiment que l'APC constitue une réforme inadaptée au contexte local des pays africains, dont les systèmes éducatifs ne bénéficient pas de suffisamment d'allocations de ressources en moyens humains, techniques et financiers.

En effet, pour être efficace, l'APC nécessite une forte interdisciplinarité qui permettrait, par l'interaction des différents enseignants d'un niveau donné, de produire les compétences nécessaires à la résolution des problèmes rencontrés dans les différentes situations professionnelles. Or, les enseignants ne sont pas actuellement suffisamment formés à cette transition méthodologique.

En outre, alors que la formation selon cette méthode nécessite l'utilisation de technologie et de matériels modernes, l'insuffisance des infrastructures, le manque de matériel didactique et pédagogique et la vétusté/obsolescence du matériel existant dans la plupart des structures de formations constituent des obstacles sérieux à une mise en œuvre de l'APC. À cela s'ajoute les effectifs pléthoriques souvent enregistrés dans les établissements scolaires. Ces deux éléments combinés (insuffisances de matériels et effectifs pléthoriques) influencent négativement la qualité de la formation.

Enfin, il faut noter que l'APC nécessite des investissements importants pour le renforcement des capacités, la production de référentiels, l'équipement des centres, et l'organisation des stages de renforcement de capacités pour les formateurs, et des stages d'immersion en entreprises pour les apprenants. Or, le financement de l'éducation reste souvent insuffisant dans la plupart des pays africains, et le Burkina Faso n'y fait pas exception.

3. De la nécessité d'adopter l'APC dans les formations professionnalisantes à l'université et conditions de mise en œuvre

Il s'agit dans ce point d'expliquer en quoi l'introduction de l'APC dans les formations professionnalisantes à l'universités peut être une bonne opportunité, et d'identifier les conditions de mise en œuvre réussie.

3.1. Pourquoi l'APC dans les formations professionnalisantes à l'Université

En rappel, au Burkina Faso, le taux de chômage atteint 13,4% chez les titulaires de diplôme de l'enseignement supérieur (ONEF, 2024, p.44). Il était d'environ 23,4% en 2015 (INSD, 2016). Cette relative amélioration est liée à l'augmentation du taux de sous-emploi qui s'élevait déjà à 26,7%, selon l'Observatoire national de l'emploi et de la formation (ONEF, 2022). C'est dire que l'état consacre beaucoup de ressources à la formation dans le sous-secteur de l'enseignement supérieur sans impact significatif aussi bien sur le taux d'insertion à l'emploi des diplômés, qui demeure préoccupant (13.4%), que sur le niveau d'accès à l'emploi, donc sur la qualité de la production de biens et service.

Il se pose donc la question de l'intérêt de continuer à former massivement à l'enseignement supérieur si les diplômés doivent retourner occuper des emplois de niveau inférieur ou occuper des emplois sans lien avec leur formation universitaire. Plusieurs raisons peuvent expliquer cela. En effet, en dehors de l'offre d'emploi limitée à cause de la faiblesse des secteurs économiques et industriels, il faut aussi noter que les formations proposées dans nos universités ne sont pas alignées sur les besoins des secteurs productifs du pays. Ces formations restent dominées par les filières des sciences humaines et sociales, où les possibilités d'auto-emploi restent limitées. La formation dans ces filières n'a pas forcément pris en compte les spécificités des secteurs socio-économiques, ni les évolutions technologiques qui imposent l'acquisition, en plus du savoir, de compétences solides et évolutives, qui auraient permis aux diplômés de s'insérer plus facilement. De même, pour les formations professionnalisantes, les qualifications restent insuffisantes, d'où un besoin d'adaptation dès l'entrée sur le marché du travail, ce qui revient très cher aux entreprises. Pour toutes ces raisons, l'adoption de l'Approche Par les Compétences dans les universités, surtout pour les filières professionnalisantes s'avère une nécessité.

3.2. Conditions de mise en œuvre

Pour garantir le succès durable de l'APC dans les filières professionnalisantes et son impact réel sur l'adéquation formation/emploi, plusieurs conditions doivent être réunies.

Dans un premier temps, il s'agira de procéder, avec la collaboration des services spécialisés du ministère chargé de l'emploi ainsi que les organisations d'employeurs, à l'identification des secteurs porteurs comme cela a été amorcé au niveau de l'enseignement secondaire technique. Cela permettra d'élaborer une cartographie des métiers en fonction des besoins du secteur productif et par la suite de produire des référentiels de compétences pour chaque niveau (licence, master) qui serviront à l'élaboration des curricula de formation.

L'un des défis majeurs à relever sera de disposer d'enseignants rompus aux pratiques de l'APC. Pour cela, le recrutement d'enseignants et de moniteurs de travaux dirigés spécialisés dans les différents domaines identifiés, ainsi que la formation des enseignants chercheurs est cruciale pour la réussite de cette mutation.

La collaboration entre les structures de formation et les entreprises est essentielle pour définir les référentiels de compétences, offrir des stages de qualité, et garantir l'insertion des jeunes diplômés. Dans un second temps, il faudra procéder au renforcement du partenariat formation-entreprise, par la mise en place d'un mécanisme/dispositif de suivi-évaluation intégrant les organisations patronales et les professionnels des différents corps de métiers, qui procédera à des évaluations régulières pour apprécier l'efficacité des programmes de formation et de certification, les profils des gradués afin d'identifier les lacunes, et proposer des mesures de remédiation. Cela garantira la prise en compte des besoins évolutifs du marché du travail.

Au final, la qualité a un coût, et le domaine de la compétence n'échappe pas à cette réalité. Aussi, pour réussir ces changements structurels nécessaires à la survie de nos états, il faudra consentir des allocations de ressources importantes pour acquérir du matériel et de la technologie de pointe nécessaires à une formation de qualité.

Conclusion

Dans la présente étude, la préoccupation essentielle consistait à examiner les conditions d'une intégration réussie de l'APC dans les formations professionnalisantes à l'Université. Après avoir analysé la situation de l'adéquation formation/emploi et identifié les limites de l'enseignement supérieur et son impact sur l'employabilité des jeunes diplômés, l'on a présenté l'Approche par les Compétences et ses débuts d'intégration dans le système éducatif au Burkina Faso ainsi que les difficultés qui en découlent. Il ressort de cette étude que l'Approche par les Compétences (APC) peut constituer une réponse pertinente aux défis d'inadéquation entre la formation et l'emploi dans l'enseignement supérieur au Burkina Faso. En effet, en recentrant



LABORATOIRE DE RECHERCHE EN SCIENCE DE L'ÉDUCATION

École Normale Supérieure

LAKISA est une revue spécialisée en sciences de l'éducation. C'est une revue indexée, semestrielle, à comité scientifique et de lecture international. *LAKISA* est hébergée au sein du Laboratoire de Recherche en Sciences de l'Éducation (LARSCED) de l'École Normale Supérieure de l'Université Marien Ngouabi (Congo). Elle a pour objectif de promouvoir la Recherche en Éducation à travers la diffusion des savoirs dans ce domaine de la recherche. La revue publie des articles originaux dans le domaine des sciences de l'éducation (didactique des disciplines, sociologie de l'éducation, psychologie des apprentissages, histoire de l'éducation, philosophie de l'éducation...). Les langues de publication sont le français et l'anglais. La revue publie également, en exclusivité, les résultats des journées et colloques scientifiques dans les mêmes domaines.

Les auteurs qui soumettent des articles dans la revue *LAKISA* sont tenus de respecter les principes et normes éditoriales CAMES de présentation d'un article en Lettres et Sciences Humaines (NORCAMES/ LSH) ainsi que la typographie propre à la revue.

L'ensemble des articles publiés dans la revue *LAKISA* sont en libre accès sur le site internet de la revue. Cependant, les opinions défendues dans les articles n'engagent que leurs auteurs. Elles ne sauraient être imputées aux institutions auxquelles ils appartiennent ou qui ont financé leurs travaux. Les auteurs garantissent que leurs articles ne contiennent rien qui porte atteinte aux bonnes mœurs.

Laboratoire de Recherche en Sciences de l'Éducation (LARSCED)

École Normale Supérieure (ENS)

Université Marien Ngouabi (UMNG)

1 avenue des premières jeux africains (Brazzaville- Congo)

Éditeur : LARSCED

<https://doi.org/10.55595/LAKISA>

www.lakisa.larsced.cg

revue.lakisa@larsced.cg

revue.lakisa@umng.cg

BP : 237, Brazzaville-Congo

les offres de formation sur les besoins du marché du travail, et en mettant en place des curricula adaptés avec la collaboration des acteurs professionnels, cette approche garanti l'acquisition de compétences pratiques, transversales et évolutives qui favorisera une meilleure employabilité des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur au Burkina Faso.

Certes, des défis importants à sa mise en œuvre sont présents, notamment le manque de formateurs qualifiés, l'insuffisance de ressources infrastructurelles, pédagogiques et didactiques, ainsi que les contraintes budgétaires auxquels font face les États actuellement. Cependant, il s'agit d'un enjeu réel auquel les autorités semblent prêter attention, et certainement que la dynamique actuelle sera renforcée afin que la formation professionnelle de niveau supérieur soit un véritable levier de développement et d'insertion professionnelle pour la jeunesse burkinabè.

Références bibliographiques

- ALTET Marguerite, 2018, *Les pédagogies de l'apprentissage*, 3^e édition, Presses Universitaires de France/Humensis.
- BASSONO Bernard, 2023, *Formation professionnelle et insertion des jeunes à Ouagadougou : étude de cas dans la filière couture*, Mémoire de Master, Université Joseph Ki-Zerbo, 96p.
- Commission de l'Union Africaine, 2016, *Plan d'Action Continental pour l'Éducation Technique et la Formation Professionnelle (ETFP 2016-2025)*, Addis-Abeba.
- DGES-MESRI, février 2023, *Tableau de bord 2021-2022 de l'enseignement supérieur*.
- Institut national de la statistique et de la démographie (INSD), 2015, Enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel, [rapportenesi2015_phase1_theme5_chomage1.pdf](#)
- Institut national de la statistique et de la démographie (INSD), Décembre 2016, Enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel (ENSI-2015).
- Institut national de la statistique et de la démographie (INSD), 2024, Enquête nationale de base sur l'emploi et le secteur informel 2023. Ouagadougou (DDI-BFA-INSD-ENBESI-2023)
- KONKOBO-KABORE Madeleine, 2013, « Inadaptation scolaire et problème d'emploi au Burkina Faso », *Revue Science et technique, Lettres, Sciences sociales et humaines*, Vol. 29, n° 2 — Juillet-Décembre 2013, CNRST- BF, p. 219-230
- LEGENDRE Marie-Françoise, 2007, « Que propose le socioconstructivisme aux enseignants ? », V. Dupriez & G. Chapelle (dir.), *Enseigner*, Presses Universitaires de France, p. 83-93.
- Observatoire national de l'emploi et de la formation (ONEF), Octobre 2024, Rapport d'analyse situationnelle annuelle sur le marché du travail au Burkina Faso (RASAMT-2023), [onef_rapport_d_etude_rasamt_2023_edition_2024.pdf](#)
- Observatoire national de l'emploi et de la formation (ONEF), 2022, Annuaire statistique du marché de l'emploi 2020.
- Organisation Internationale du Travail (OIT), 2022, Étude comparative sur l'insertion professionnelle des diplômés en Afrique de l'Ouest. Genève : OIT, 2022.
- PERRENOUD Phillipe, 1997, Construire des compétences dès l'école. ESF.
- ROEGIERS Xavier, 2010, La pédagogie de l'intégration : Des systèmes d'éducation et de formation au cœur de nos sociétés. De Boeck.
- SOMÉ Paulin, 2018, *Approche par compétences et employabilité en Afrique subsaharienne : perspectives pour le Burkina Faso*, Paris, L'Harmattan
- ZAONGO Lucien, 2019, *Analyse de l'impact des facteurs individuels, pédagogiques et organisationnels sur le potentiel de transfert des acquis de formations professionnels continues à l'ONEA du Burkina Faso*. Thèse de doctorat en Sciences de l'éducation, Université Norbert ZONGO à Koudougou, 243.